



Démagogie électorale

## Consternantes promesses des candidats aux élections locales

La plupart de leurs propositions entraîneraient une forte hausse des dépenses publiques non financées



*Mécomptes publics, François Ecalle*

J'habite un canton d'Ile-de-France, dont le territoire est celui d'une commune, et la lecture de la "propagande électorale" distribuée en vue des dernières élections locales m'inspire les observations suivantes.

Beaucoup de propositions des candidats à l'élection départementale concernaient ma ville, comme si la principale fonction des conseillers départementaux était de représenter leur commune et de soutenir et financer des projets municipaux.

“Beaucoup de propositions des candidats à l'élection régionale ne relevaient pas des compétences (au sens juridique) de la région mais de celles de l'État ou d'autres catégories de collectivités locales”

Beaucoup de propositions des candidats à l'élection régionale ne relevaient pas des compétences (au sens juridique) de la région mais de celles de l'État ou d'autres catégories de collectivités locales. Leur mise en œuvre dépendrait donc beaucoup de la bonne volonté de ces autres acteurs et devrait passer par des conventions et des cofinancements qui compliqueraient inévitablement la gestion du “millefeuille territorial”.

La réalisation de la plupart de ces promesses électorales entraînerait une forte hausse des dépenses publiques dont le montant n'était jamais chiffré et le financement jamais évoqué (sauf parfois pour affirmer que les impôts locaux n'augmenteraient pas).

Ma commune n'est pas représentative mais je pense que les mêmes observations pourraient être souvent faites ailleurs et que des conclusions générales peuvent donc en être tirées.

### **Décentraliser, mais avec des freins**

Il semble que seuls l'État et la commune aient une importance pour les Français, ce qui peut en partie expliquer le taux d'abstention aux élections régionales et départementales. Ils n'ont pas tort car les compétences des départements et des régions sont très limitées. Seulement 2,5 % et 5 % des dépenses publiques sont payées respectivement par les régions et les départements, 20 % par l'ensemble des collectivités locales contre 32 % en moyenne dans l'Union européenne et 41 % en Allemagne.

Il faudrait donner plus de pouvoirs aux collectivités locales en décentralisant vraiment, mais aussi mieux répartir les compétences entre les quatre niveaux de collectivités (région, département, intercommunalité et commune) et sans doute supprimer l'un d'eux.

Une plus grande décentralisation risque toutefois d'entraîner des hausses d'impôts pour financer des promesses électorales coûteuses, alors que la France est déjà sur le podium de l'OCDE pour le taux des prélèvements obligatoires. S'il faut donner plus de pouvoirs aux élus locaux, il faut aussi limiter leurs ressources financières pour les obliger à faire des choix.

“S'il faut donner plus de pouvoirs aux élus locaux, il faut aussi limiter leurs ressources financières pour les obliger à faire des choix”

Cela signifie que l'essentiel des ressources des collectivités territoriales doit être constitué soit d'impôts locaux qui pèsent sur tous les électeurs (ce qui était assez largement le cas de la taxe d'habitation), soit d'impôts nationaux partagés par l'État dont les collectivités ne maîtrisent pas le taux (comme la TVA, ce qui est le cas en Allemagne), soit de subventions de l'État.